



PRÉFET DE SEINE-ET-MARNE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction
départementale
des territoires

Le Préfet de Seine-et-Marne
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

Arrêté n° 2024/DDT/SEPR-264

portant interdiction de pêche, de consommation des poissons pêchés et de toute activité nautique sur le canal du Loing entre l'écluse n°7 de Neronville et la confluence avec le Loing à Nemours et abrogeant l'arrêté 2024/DDT/SEPR-257

VU le Code de l'environnement et notamment ses articles L.211-3, R.211-66 à R.211-70 et R.436-8 ;

VU l'article L.1311-2 du Code de la santé publique ;

VU l'article L.2215-1 du Code général des collectivités territoriales ;

VU le décret du Président de la République en date du 6 septembre 2023 portant nomination de Monsieur Pierre ORY, préfet de Seine-et-Marne ;

VU l'arrêté du Premier Ministre et du Ministre de l'Intérieur et des outre-mer en date du 05 juin 2024 portant nomination de Monsieur Romain GUILLOT, administrateur en chef 1ère classe des affaires maritimes, directeur départemental des territoires de Seine-et-Marne ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret n°2010-687 du 24 juin 2010 relatif à l'organisation et aux missions des services de l'État dans la région et les départements d'Île-de-France ;

VU l'arrêté préfectoral n°23/BC/175 du 15 décembre 2023 portant organisation de la direction départementale des territoires de Seine-et-Marne ;

VU l'arrêté préfectoral n°24/BC/035 en date du 12 juin 2024 donnant délégation de signature à Monsieur Romain GUILLOT, directeur départemental des territoires à compter du 17 juin 2024 ;

CONSIDÉRANT la pollution constatée le 25 octobre 2024 par le SDIS, VNF et les agents de la police de l'eau sur le canal du Loing aux écluses de Bagneaux-sur-Loing, Beaumoulin à La Madeleine-sur-Loing et Souppes-sur-Loing ;

CONSIDÉRANT la mortalité piscicole constatée le 26 octobre 2024 sur ce même canal ;

CONSIDÉRANT que les résultats d'analyses d'oxymétrie journalières effectuées par le SDIS du 26 au 29 octobre 2024 montrent que la teneur en oxygène dissous est très faible entre Souppes-sur-Loing et Bagneaux-sur-Loing ;

CONSIDÉRANT que le canal dans son état actuel ne permet pas d'assurer le passage, une activité liée à l'eau (notamment la pêche, kayak) dans la totale sécurité des usagers ;

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire par principe de précaution de renforcer les mesures de police de nature à préserver la santé publique ;

CONSIDÉRANT qu'en vertu des articles L.211-3 et R.211-66 le Préfet peut imposer des mesures de limitation ou suspension provisoire des usages de l'eau, pour faire face à une menace ou aux conséquences d'accident ;

CONSIDÉRANT les délais dans lesquels s'inscrivent les opérations de vidange menées par VNF sur différents biefs du canal du Loing ;

VU la demande, formulée le 6 novembre 2024 par la Fédération de Seine-et-Marne pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique d'interdiction de pêche entre le pont de Glandelles (commune de la Madeleine-sur-Loing) et l'écluse n°7 de Néronville en raison d'une pêche de sauvegarde prévue le 13 novembre 2024 ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture et du directeur départemental des territoires de Seine-et-Marne ;

ARRÊTE

Article premier :

La pêche de toutes espèces de poissons et de crustacés dans le canal du Loing, entre **l'écluse de Néronville** et la confluence du canal avec la rivière Loing à Nemours, est interdite.

La consommation de toutes espèces de poissons et de crustacés pêchés sur le canal du Loing sur le tronçon cité ci-dessus est interdite.

Toute activité nautique de loisir non-motorisée, notamment le kayak, sur le canal du Loing sur ce même tronçon est interdite.

Par mesure de précaution, il est fortement recommandé de ne pas faire abreuver les animaux de compagnie et le bétail dans le canal du Loing sur le tronçon cité ci-dessus.

Article 2 : Période d'application des mesures

Les interdictions mentionnées à l'article 1 sont applicables dès la signature du présent arrêté **jusqu'au samedi 30 novembre 2024 inclus**.

Article 3 : Abrogation

L'arrêté n° 2024/DDT/SEPR-257 portant interdiction de pêche, de consommation des poissons pêchés et de toute activité nautique sur le canal du Loing entre le pont de Souppes-sur-Loing et sa confluence avec le Loing à Nemours est abrogé.

Article 4 : Publication et information

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture ainsi que sur le site internet des services de l'état de Seine-et-Marne. Il sera adressé aux maires des communes concernées qui en assureront l'affichage aux lieux habituels dès réception.

Article 5 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Seine-et-Marne, le directeur départemental des territoires de Seine-et-Marne, les maires des communes de Nemours, Saint-Pierre-lès-Nemours, Bagneaux-sur-Loing, La Madeleine-sur-Loing, Sôuppes-sur-Loing, la commandante du groupement de gendarmerie de la Seine-et-Marne, la Cheffe du service départemental de l'Office français pour la biodiversité, le directeur territorial Centre-Bourgogne des Voies Navigables de France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au bénéficiaire et dont copie sera adressée :

- au Président de la Fédération de Seine-et-Marne pour la pêche et la protection des milieux aquatiques ;
- à la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'aménagement et des transports (DRIEAT) ;
- à la directrice de l'Agence Régionale de Santé ;
- au président du Conseil départemental de Seine-et-Marne

06 NOV. 2024
À Melun, le
Pour le préfet et par délégation
Le directeur départemental des territoires



Romain GUILLOT

Conformément à l'article R.421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, devant le tribunal administratif de Melun ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le préfet de Seine-et-Marne. Cette démarche interrompt le délai de recours contentieux, ce dernier devant être introduit dans le délai de deux mois suivant une décision implicite ou explicite de l'autorité compétente.

MS. 100. 11.

100. 11. 11.
